

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DES ARMÉES, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION, DIRECTION DES PATRIMOINES, DE LA MÉMOIRE ET DES ARCHIVES



RÉSISTANCES EN EUROPE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère des armées

Secrétariat général pour l'administration

Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives

60 boulevard du général Martial Valin - CS 21623

75700 Paris Cedex 15

Abonnement/résiliation

dpma-cheminsdememoire.redac.fct@intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Sylvain MATTIUCCI

RÉDACTRICE EN CHEF

Christelle CAPELLE

COMITÉ DE RÉDACTION

Pierre CHANCEREL

Enola DALLOT

Dominique DELPEUCH

Gérard MONNEUVEU

Marie-France MONTEL

Guillaume PICHARD

Adèle PURLICH

Isabelle SOLANO

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Christine RODI

ASSISTANT DE RÉDACTION

Frédéric GUÉNARD

ICONOGRAPHE

Joëlle ROSELLO

...

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Valérie STRAUS (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE

Pôle Graphique de Tulle (SGA/SPAC)

IMPRESSION ET ROUTAGE

Pôle Graphique de Tulle (SGA/SPAC)

2, rue Louis Druliolle

CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N°ISSN : 1150-70 55 - Tirage : 23 000 exemplaires

Dépôt légal : 2^e trimestre 2019Chemins
de MÉMOIRE

Le site Internet Chemins de mémoire propose
des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin
cheminsdememoire.gouv.fr

Retrouvez les anciens numéros
des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique
« Mémoire et Patrimoine »
www.defense.gouv.fr



←

Presse clandestine aux Pays-Bas

© Rijksinstituut Voor Oorlogsdocumentatie.

L'ACTUALITÉ

3

L'ÉVÉNEMENT

4/5

75^e anniversaire du Débarquement
en NormandieLE DOSSIER
RÉSISTANCES
EN EUROPE

6/10

CAHIER CENTRAL

MUSÉES ET MÉMORIAUX EN EUROPE

L'ENTRETIEN

11

Rémi Praud

L'ACTEUR

12

La Résistance aux Pays-Bas

RELAIS

13

Comprendre l'esprit de résistance

CARREFOUR (S)

14/15



La reine Wilhelmine des Pays-Bas au micro de la BBC lors de son discours le 30 août 1941.
© BBC Copyright photograph

VERS UNE MÉMOIRE EUROPÉENNE ?

Le souvenir de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dépasse les frontières de la France et s'étend au continent européen. Qu'il s'agisse de l'Occupation, de la Résistance, de la Déportation ou des combats de la Libération, leur mémoire a une dimension européenne. Les résistances en Europe sont ainsi un observatoire intéressant de la construction d'une mémoire à l'échelle du continent.

Fabrice Grenard, de la Fondation de la Résistance, dresse ainsi dans le dossier un panorama des pays qui ont fait face à l'occupation nazie pendant la guerre et de la manière dont des groupes se sont organisés en mouvements résistants. Il met en évidence une diversité des situations nationales qui ont largement influé sur le rôle et l'évolution des résistances intérieures. Si les circonstances différaient en effet d'un pays à l'autre, il y eut néanmoins des liens entre les divers mouvements et réseaux, notamment dans le cadre des opérations conduites par le *Special Operations Executive*.

Depuis quelques années, semble s'écrire une histoire européenne de la guerre, qui accompagne des pratiques mémorielles, commémoratives et touristiques transfrontalières : ce numéro revient ainsi sur les enjeux du 75^e anniversaire du débarquement de Normandie et la mise en place d'un parcours de mémoire en Europe sur les traces des pas des libérateurs, propose une cartographie des musées et mémoriaux dédiés aux résistances en Europe ou encore met en lumière le projet d'une classe participant au Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème s'est ouvert cette année à l'Europe. ■

Sylvain MATTIUCCI

Directeur des patrimoines, de la mémoire et des archives



L'AGENDA

AVRIL

28 Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation.

MAI

08 Commémoration de la victoire du 8 mai 1945.

23 Héritiers de mémoire : cérémonie de remise des trophées au Panthéon.

27 Journée nationale de la Résistance.

JUIN

06 75^e anniversaire du débarquement allié en Normandie.

08 Journée nationale d'hommage aux morts pour la France en Indochine.

17 Hommage à Jean Moulin.

18 Journée nationale commémorative de l'appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi : cérémonie au Mont-Valérien.

14

C'est le nombre de pays en Europe qui ont subi, à un moment de la guerre, l'occupation allemande. Parmi eux – Albanie, Belgique, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union soviétique, Yougoslavie –, beaucoup ont vu leur gouvernement s'exiler à Londres. L'occupation allemande a pris dans ces pays des formes très différentes : occupation militaire et politique, partielle ou totale, régime de collaboration, annexion, mise en place de politiques de déportation ou d'extermination.

75^e ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE

CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1944, LA NORMANDIE SE SOUVIENT DE CES SOLDATS ALLIÉS QUI ONT DÉBARQUÉ SUR LES PLAGES NORMANDES POUR ENGAGER LA LIBÉRATION DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE. LE 6 JUIN 2019, 75^e ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT, REVÊT UN CARACTÈRE SYMBOLIQUE PARTICULIER.



Franck LECONTE

Directeur
du service départemental
de l'ONAC-VG du Calvados

Bien que quinquennal, ce 75^e anniversaire s'inscrit bien sûr dans la continuité des grands exercices précédents : 1984, 1994, 2004 et 2014 qui ont vu une participation exceptionnelle de chefs d'État et de gouvernement et une multiplication des cérémonies internationales, bi-nationales et nationales confirmant ainsi que ce 6 juin reste bien en Normandie le jour le plus long !

UN DERNIER HOMMAGE AUX VÉTÉRANS

Mais l'exercice 2019 revêt également une autre dimension car, implacablement, le temps fait son œuvre et il est inévitablement - en raison de l'âge des acteurs de cette épopée - le dernier grand rassemblement des vétérans des nations participantes, de cette « mémoire de chair » que le monde entier vient rituellement saluer et honorer tous les cinq ou dix ans, à grands renforts de scénographies et de médiatisation.

À cet égard, c'est un moment inoubliable d'émotion, de partage, d'hommage et de transmission. Comme pour les précédents anniversaires décennaux et compte tenu de la particularité de cet exercice 2019, le nombre de manifestations et le niveau de représentation des différents États sont élevés. Mais quoi qu'il en soit des présences officielles, ce sont bien les vétérans qui sont au centre des cérémonies et de toutes les attentions ; ils sont à cet égard les véritables « VIP » de ce 6 Juin si particulier. Les plus jeunes d'entre eux ont 95 ans et certains États ou associations de vétérans ont même

annoncé la présence de personnes déjà centenaires. C'est pourquoi l'aspect sanitaire des cérémonies fut suivi avec une particulière vigilance des services publics et des organisateurs et que les déplacements sont forcément contraints afin d'éviter une trop grande fatigue aux participants âgés. Les organisateurs des manifestations ont donc dû tenir compte de cet impératif et ne pas soumettre les vétérans à un parcours commémoratif trop ambitieux.

Les commémorations du 6 juin 2019 sont inspirées par une forme de sobriété et une véritable communion autour des derniers représentants de cette « Grande Génération » comme l'appellent si justement les Américains.

UNE SAISON COMMÉMORATIVE GRAND PUBLIC

Sur un autre aspect, les projets de la société civile sont eux aussi nombreux et peut-être plus espacés dans le temps que pour les exercices précédents : ils couvrent ainsi la période allant du 12 avril au 25 août 2019 ; il est intéressant de noter que certains d'entre eux débordent largement du strict cadre commémoratif traditionnel et prennent place dans des domaines moins attendus mais qui permettent ainsi d'agréger des publics très divers à l'hommage rendu : musique - cinéma - sport - culture de la paix - meetings aériens - parachutages massifs - feux d'artifices simultanés sur la côte de débarquement - radios éphémères - salons du livre historique - expositions diverses, dont une majeure consacrée

à « Rockwell, Roosevelt et les quatre Libertés » ; les exemples ne manquent pas et promettent une édition originale et destinée à l'ensemble de la population. Ces projets peuvent faire l'objet d'une labellisation et peuvent être mis en lumière au niveau national, notamment à travers un espace dédié sur les sites Internet du ministère des armées.

Enfin, face aux nombreux défis que représentent l'après 75^e anniversaire et le devenir de ces commémorations sans le supplément d'âme qu'apporte la participation des vétérans, la Normandie ne reste pas inactive et imagine les moyens d'assurer, à l'avenir, la transmission de leur mémoire auprès d'un public toujours avide de s'approprier cette histoire et de jeunes générations en quête de valeurs, d'exemples et de sens. En effet, l'esprit et les valeurs portées par les combattants de l'opération « Overlord » doivent continuer à nous interpeller. La « mémoire de pierre » que constitue l'espace historique de la bataille de Normandie nous offre à cet égard de formidables outils afin de poursuivre cet idéal au-delà des survivants.

« UNE TERRE SACRÉE » À PRÉSERVER

Dans l'esprit des vétérans qui sont revenus très régulièrement effectuer leur pèlerinage du souvenir, cette terre normande revêt en elle-même un caractère sacré. Elle est sacrée en raison notamment de l'existence des 28 cimetières militaires qui jalonnent l'ensemble de cet espace historique ;





La Flamme sur la plage de Ouistreham

© photo Julia Quellien.



les nécropoles constituent indubitablement l'un des meilleurs atouts pour lutter contre l'oubli et l'indifférence, et les près de 110 000 soldats qui y reposent continuent à nous interroger. C'est en effet dans ces lieux de mémoire si particuliers que l'incommensurable traumatisme a trouvé une forme d'expression qui tend à l'éternité et qui s'adresse aux vivants. Le temps s'y est arrêté et ceux qui y reposent depuis près de 75 ans ont et auront toujours vingt ans.

Les plages du Débarquement formées des cinq secteurs de Utah à Sword, auxquels il convient d'ajouter le site exceptionnel de la Pointe du Hoc, constituent également un atout majeur de transmission car, en dehors de leur aspect mémoriel rappelé par de nombreux monuments commémoratifs, elles sont porteuses d'une résonance et d'une valeur universelle exceptionnelle. Au fil des ans et des grandes commémorations, ces plages du Débarquement sont véritablement devenues les Plages de la Liberté et de la Paix. C'est d'ailleurs le sens de la candidature des Plages du Débarquement à l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, déposée par le Gouvernement français en janvier 2018.

Enfin, les nombreux musées de l'espace mémoriel de la bataille de Normandie (ils sont au nombre de 33) ont la volonté de former désormais un ensemble cohérent, en jouant la carte de l'unité territoriale d'un réseau, de la complémentarité et de l'authenticité historique. Un certain nombre d'entre eux comme le Mémorial de Caen, le musée du Débarquement d'Arromanches ou encore le D-Day Experience de Saint-Côme-du-Mont, entreprennent des travaux d'agrandissement ou de restructuration afin d'adapter et d'étoffer leur offre culturelle. Les pratiques dites immersives commencent également à se développer pour offrir aux jeunes visiteurs une « expérience » inspirée de la méthode anglo-saxonne. Les modes de transmission évoluent mais la matière historique est la même et les musées restent des lieux de compréhension et de partage.

À l'approche du dernier grand 6 Juin, on peut affirmer avec satisfaction que la Normandie est véritablement en ordre de marche pour accueillir avec une particulière émotion ses héros et assurer la préservation de leur héritage moral. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

www.cheminsdememoire.gouv.fr/en/75e-anniversaire-de-la-liberation



RÉSISTANCES EN EUROPE

Plus de 70 ans après la Seconde Guerre mondiale, la Résistance continue d'être une source inépuisable de questionnements pour les spécialistes. Elle s'étudie et se comprend souvent à l'aune des histoires régionales et nationales. Depuis quelques années, un changement d'échelle s'opère pour tenter de mettre en lumière une histoire des résistances en Europe.



Fabrice GRENARD

Fondation de la Résistance

Les victoires remportées sur tous les fronts entre 1939 et 1941 ont permis à l'Allemagne nazie d'imposer sa domination sur l'ensemble du continent européen. Les occupations qui en ont découlé ont déclenché partout un phénomène de résistance mélangeant des motivations patriotiques (libérer un pays occupé) et d'autres plus idéologiques (lutter contre le nazisme, rétablir la démocratie ou profiter de la défaite pour instaurer le communisme).

Ces résistances européennes varièrent considérablement selon le type d'occupation mis en place par le vainqueur, la situation politique antérieure des pays concernés et les relations tissées avec les Alliés. Il ne sera pas question ici de la résistance allemande au nazisme, qui ne s'inscrit pas dans un contexte d'occupation et répond donc à des logiques différentes.

DES RÉSISTANCES PLUS OU MOINS SPONTANÉES

Dans les pays occupés, la Résistance naît plus ou moins spontanément selon le type d'occupation imposé par le Reich. Lorsque l'occupation allemande s'accompagne d'une liquidation totale de l'État national et crée un vide politique, la Résistance a pu se développer de façon quasi immédiate. En Pologne, le projet colonisateur et ethnocidaire nazi transparait dès la campagne militaire de septembre 1939 et un gouvernement clandestin fut constitué avant même la capitulation de Varsovie. Dans la Tchécoslovaquie démembrée par le Reich, la résistance non-communiste s'unit dès le printemps 1940 pour former une Direction centrale de la Résistance. En Grèce ou en Yougoslavie, la dureté des régimes d'occupation mis en place au printemps 1941 explique également la constitution immédiate



de groupements de résistance qui cherchent à poursuivre le combat malgré la défaite des armées régulières. Pour de nombreux pays occupés, le fait que le gouvernement légitime soit parti en exil à Londres pour y poursuivre le combat facilite la naissance d'une résistance intérieure, lui conférant une forte légitimité. C'est le cas pour les gouvernements de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas qui deviennent dès la défaite de leur pays des pôles de référence hors du territoire national.

Deux pays connaissent une situation plus particulière du fait d'un système d'occupation différent. La France n'est pas totalement occupée. Si une administration militaire allemande se met en place en zone occupée, la zone Sud est contrôlée par le gouvernement français qui s'installe à Vichy et incarne une forme de continuité de l'État, bien que la rupture soit totale avec le régime républicain. La personnalité de Pétain rassure la population. Face au « vainqueur de Verdun », de Gaulle, qui s'est exilé à Londres et appelle dès le 18 juin les Français à refuser la défaite, ne pèse pas grand-chose. Les débuts de la France libre sont difficiles et les ralliements restent rares au cours de l'été et de l'automne 1940. Dans ce contexte, et contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays occupés, résister ne va nullement de soi en France en 1940. Cela suppose d'enfreindre les consignes données, de rompre avec un État qui se maintient, de désobéir au maréchal Pétain, dont le prestige est immense. Si des petits gestes isolés se développent dès les lendemains de la défaite, ceux qui « cherchent à faire quelque chose » doivent à la fois penser et inventer une résistance qui n'existe pas.

Il faut attendre la fin 1940 et le début de 1941 pour voir apparaître en France les premières formes de résistance organisées. Mais pour certaines catégories, notamment celles qui avaient prêté serment à Pétain (militaires, fonctionnaires), un basculement dans la dissidence ne sera possible qu'après novembre 1942, lorsque l'occupation totale du territoire lève les dernières illusions sur Vichy. Au sein de l'Europe allemande, seul le Danemark présente une situation comparable à la France puisque les Allemands y maintiennent les institutions (le roi, le gouvernement et même l'armée). Comme en France, ceux qui veulent s'engager dans une logique de résistance doivent rompre avec le gouvernement de leur propre pays en prenant le risque d'apparaître comme des traîtres à leur patrie. Cette situation dure jusqu'à l'été 1943, avec l'instauration de l'état de siège par l'occupant.



← Sabotage perpétré par l'armée intérieure pendant l'occupation allemande en Pologne, 1943-1944 : soldats allemands sur les lieux de l'explosion d'un train.
© Muzeum Powstania Warszawskiego



→ Affiche anglaise de 1941 réunissant les chefs des nations alliées en exil à Londres.
© Mémorial de Caen

UNE RÉSISTANCE POLITIQUE À L'OCCUPATION NAZIE

Contrairement à l'image qui s'imposera à la fin de la guerre, celle de résistants armés participant à la libération de leurs pays en lien avec les troupes alliées, la Résistance fut le plus souvent d'abord une action politique consistant à manifester par différentes formes d'actions un refus de l'ordre imposé par le vainqueur allemand. En Pologne, la plupart des partis politiques basculent dans la clandestinité et sont représentés au sein d'un Parlement clandestin, le Conseil de la Défense nationale, constitué en novembre 1939. Pour s'opposer aux projets de germanisation développés par le Reich, la Résistance polonaise adopte une dimension culturelle très forte, avec la mise en place de structures de scolarisation parallèle ainsi que l'essor d'une importante presse clandestine (1500 titres). Une société clandestine se développe dans tous les milieux, à l'université, dans les usines ainsi que dans les campagnes.

Pays ayant une longue tradition de lutte politique clandestine du fait des différentes occupations dont elle a été l'objet au cours de l'histoire, la Pologne représente toutefois un cas à part. Dans la plupart des pays occupés, les structures politiques traditionnelles s'effondrent sous le coup de la défaite et ne se reconstituent pas immédiatement dans la clandestinité pour incarner la Résistance. Il faut donc penser et inventer la Résistance à partir de structures inexistantes. Seuls les partis communistes mènent dès 1940 un combat clandestin, qui répond toutefois à une logique spécifique jusqu'au printemps 1941 du fait du pacte de neutralité qui lie l'URSS et l'Allemagne. Si les communistes continuent au cours de cette période dans tous les pays d'Europe de diffuser leur presse clandestine et essayent de mobiliser les masses à travers différents types de manifestations et de grèves, il s'agit d'abord de dénoncer une « guerre impérialiste » dont les premières victimes seraient les classes ouvrières plutôt que de jeter les bases d'une résistance contre le Reich.

Le déclenchement de l'opération Barbarossa, en juin 1941, met un terme à cette stratégie, permettant aux



Résistance n°1,

15 décembre 1940,

Le Franc-Tireur, avril 1942

et *Libération*, 14 juillet 1942.

© MRN Champigny-sur-Marne,

La Libre Belgique, 1^{er} mai 1942.

© Musée de la Résistance

de Belgique

Vry Nederland n°1, 31 août 1940.

© Rijksinstituut

Voor Oorlogsdocumentatie

communistes européens de renouer avec l'antifascisme qui les avait caractérisés avant la guerre et de basculer dans une lutte frontale contre l'Allemagne nazie.

Du fait du vide laissé par l'effondrement des structures classiques (partis politiques, syndicats) qui auraient pu servir d'organisation pour résister, des petits groupes de résistants se forment à partir de réseaux professionnels, religieux, amicaux ou familiaux. Ils cherchent à développer des actions de contre-propagande et d'information à l'égard de l'opinion afin de ne pas laisser le champ libre au seul discours officiel tenu par les Allemands et leurs auxiliaires. Les formes d'action consistent à rédiger des tracts ou, quand les moyens commencent à devenir plus importants, des journaux clandestins. Parce qu'elle nécessite des équipes chargées de sa rédaction ainsi que des relais pour en assurer la diffusion, la création d'un journal entraîne souvent le développement d'un « mouvement », qui devient la principale forme d'organisation résistante dans les pays d'Europe du nord et de l'ouest. En Belgique, où les souvenirs de l'occupation de 1914-1918 étaient restés vivaces, les premiers journaux clandestins reprennent les titres de leurs aînés, à l'image de *La Libre Belgique*. Aux Pays-Bas, l'une des toutes premières victimes de la répression allemande est un tapissier d'Utrecht qui avait dès le mois de mai 1940 confectionné et diffusé des tracts. En 1941, le nombre de publications clandestines dans ce pays atteint environ 120 titres, avec un tirage global de plus de 50 000 exemplaires. En décembre 1943, le tirage de la presse clandestine hollandaise sera évalué à 450 000. La presse clandestine norvégienne compte plus de 300 journaux. Au Danemark, la propagande clandestine, qui s'intensifie à partir de 1943 lorsque le pays est mis en état de siège, est diffusée par 538 journaux clandestins – un record en Europe –, tirant à 11 millions d'exemplaires. En France, les premiers titres clan-

destins apparaissent à la toute fin 1940 et en 1941 en zone occupée (*Résistance*, *Libération-Nord*, *Défense de la France*) ou en zone Sud (*Liberté*, *Libération Sud*, *Franc-Tireur*). Tous les mouvements qui permettront à la Résistance française de se structurer mais aussi de s'unifier en 1943 dans le cadre des MUR (Mouvements unis de la Résistance) sont adossés à un journal le plus souvent homonyme.

SOUTENIR L'EFFORT DE GUERRE ALLIÉ

Les résistances en Europe s'inscrivent à la fois dans un cadre national mais aussi dans le contexte d'une guerre mondiale. Résister signifie donc soutenir l'effort de guerre allié. Très vite, des liens se développent entre l'Angleterre, seul pays à continuer la lutte contre le Reich en 1940-1941, et les résistances nationales. Ces relations sont favorisées par la présence à Londres de gouvernements en exil ou d'une personnalité comme de Gaulle, qui cherche à incarner une France combattante alors que le gouvernement français a fait le choix de la collaboration. Les résistances nationales ne peuvent exister et se développer sans une aide extérieure. De leur côté, les Britanniques ont besoin de l'aide des résistants sur le continent dans la lutte qu'ils mènent contre le Reich. En juillet 1940, un service d'actions spéciales, le SOE (Special Operations Executive) est institué pour « mettre le feu à l'Europe » selon la formule de Churchill. Ses agents sont envoyés dans tous les pays occupés pour établir des contacts avec les résistances nationales. Parmi les coups d'éclat du SOE figure l'exécution d'Heydrich, le 27 mai 1942 à Prague, par deux agents tchécoslovaques parachutés dans leur pays d'origine après avoir été formés en Grande-Bretagne. Les premiers « réseaux » qui apparaissent sur le continent européen répondent à cette nécessité d'aider la Grande-Bretagne. Des soldats britanniques qui n'avaient pu être rapatriés

depuis Dunkerque se retrouvent piégés sur le sol français. Des aviateurs de la RAF, tombés alors qu'ils survolaient le nord de la France, la Belgique ou les Pays-Bas, s'ajoutent à ces soldats désireux de regagner l'Angleterre en utilisant des filières vers le sud de la France afin de rejoindre ensuite l'Espagne et Gibraltar. Avec l'aide des services secrets britanniques, des réseaux spécialisés dans l'aide aux soldats alliés se créent dès l'été 1940. Intervenant dans les zones du nord de l'Europe jusqu'au sud de la France, ils constituent la seule organisation résistante transnationale. L'un des plus importants est fondé par l'officier écossais Ian Garrow. Il met en place une chaîne d'évasion partant de la Belgique pour aboutir à Marseille et Perpignan. Quand Ian Garrow est arrêté en juillet 1941, un médecin belge, Albert Guérisset (Pat O'Leary) prend le relais. Jusqu'à la fin de la guerre, le réseau Pat O'Leary permet d'évacuer 600 aviateurs et soldats alliés. Un autre exemple de réseau transnational est le réseau Comète. Créé au printemps 1941 à Bruxelles, Comète a pris en charge près de 700 militaires alliés et est parvenu à en faire passer 288 en Espagne.

Des « réseaux » sont également spécialisés dans les actions de renseignements, afin de fournir à Londres des informations stratégiques permettant de connaître les intentions militaires des Allemands, les mouvements de troupes de la Wehrmacht, les infrastructures militaires construites dans les territoires occupés (aérodromes, bases navales et sous-marines). Certains de ces réseaux de renseignement travaillent directement pour les services secrets britanniques, comme Alliance en France. D'autres sont en lien avec les services secrets des gouvernements en exil à Londres. Des réseaux travaillent aussi pour les services de renseignements soviétiques, à l'image du célèbre Orchestre rouge, qui avait des ramifications dans toute l'Europe.

RÉSISTER PAR LES ARMES

Dans les pays à l'est et au sud de l'Europe, la résistance à l'occupation se cristallise très tôt en lutte armée. En Pologne, une armée clandestine, l'AK, est mise en place dès l'automne 1939. En Yougoslavie, des noyaux de résistance se forment dès la capitulation de l'armée régulière à partir d'éléments de l'armée qui se réfugient dans les montagnes. Le général Mihaïlovic rejoint en avril 1941 la zone montagneuse serbe de Ravna Gora avec un groupe de soldats pour fonder le mouvement Tchetnik et mener des actions de guérilla contre les occupants allemands et italiens. Il doit toutefois faire face à l'émergence d'un autre « chef de guerre ». Le



←
Josef Gabčík,
un des participants
à l'attentat contre Heydrich,
le 27 mai 1942 à Prague.
© Institut militaire de Prague



→
Entraînement
d'agents du SOE
en Grande-Bretagne, 1941.
© Akg-Images

communiste Josip Broz (Tito) lance à partir du 4 juillet une insurrection armée depuis les montagnes du Monténégro. En Grèce, les premiers groupes d'andartes (guérilleros) formés à partir d'éléments militaires réfugiés dans les montagnes apparaissent en Macédoine dès l'automne 1940 tandis que le Parti communiste grec (KKE) crée en septembre 1941 le Front national de libération (EAM), bientôt complété par une branche armée, l'ELAS, qui multiplie les attaques tout au long de l'année 1942 et contrôle des régions entières du pays.

Cette même identification entre lutte armée et résistance à l'occupant se retrouve dans les territoires de l'Union soviétique tombés sous contrôle allemand au cours des mois qui suivent le déclenchement de l'opération Barbarossa. Des unités entières de l'Armée rouge sont encerclées par la progression de la Wehrmacht vers Leningrad au nord, Moscou au centre, le Caucase au sud. Refusant la captivité, certaines de ces unités prises au piège donnent naissance aux bandes de partisans qui entre 1941 et 1944 mènent une guérilla intense à l'arrière des lignes allemandes et mobiliseront jusqu'à 500 000 combattants, notamment dans les territoires ukrainiens et biélorusses.

À l'ouest de l'Europe, rien de comparable à cette « guerre de partisans » n'existe avant la dernière année de la guerre. En France, le phénomène des maquis se développe à partir du printemps 1943, lorsque les réquisitions de main-d'œuvre en faveur de l'Allemagne entraînent la naissance de camps de réfractaires pris en charge par la Résistance pour devenir des unités combattantes. Mais en dépit de quelques tentatives destinées à constituer des « réduits » dans les Alpes ou le Massif Central, le phénomène reste limité au regard des expériences partisans dans les Balkans, où des régions entières étaient aux mains des « bandes » qui menaient des actions de guérilla, tout en administrant les territoires sous leur contrôle. ...→



Les insurgés du bataillon « Kilinski » transportent un conteneur, rempli d'armes, vers la caserne de la rue Górskiego pendant l'insurrection de Varsovie.
© Muzeum Powstania Warszawskiego

Le phénomène français est sur ce plan plus proche du cas de l'Italie, où des maquis de *partigiani* se constituent dans le nord du pays en 1943-1944. Le renversement de Mussolini et la signature par le gouvernement Badoglio d'un armistice en septembre 1943 amènent les Allemands à prendre le contrôle des provinces septentrionales de la péninsule tout en rétablissant à Salò le Duce à la tête d'une République dite « sociale ». Le pays plonge dans la guerre civile. Comme en France, les maquis de partisans italiens n'ont jamais remporté de victoires décisives face aux Allemands avant l'arrivée des Alliés, et les territoires qui étaient sous leur contrôle ne dépassaient pas la taille d'une vallée, d'un plateau ou d'un canton.

S'ENGAGER DANS LES COMBATS DE LA LIBÉRATION

Si l'évolution des résistances européennes répond à certains facteurs internes liés aux événements nationaux, elle s'inscrit également dans le contexte militaire mondial. L'automne 1942 et le début 1943 marquent un tournant pour tous les résistants d'Europe : les premières grandes défaites du Reich (El Alamein, Stalingrad) montrent que le cours de la guerre change en faveur des Alliés. Ce tournant permet aux résistants de commencer à se préparer pour les combats à venir, même si partout se renforce également la répression allemande. Lorsque s'annonce l'heure de la bataille finale, avec à l'ouest l'organisation de plusieurs débarquements sur le continent européen et à l'est l'offensive de l'Armée rouge vers l'Allemagne, les résistances nationales se mobilisent, déclenchant parfois de véritables insurrections. Pour coordonner les actions des résistants, des commandos alliés (équipes Jedburgh, SAS) sont parachutés sur les arrières des lignes ennemies, en France, Belgique ou Hollande. Les actions de guérilla se multiplient sur tout le sol européen afin de paralyser les transports allemands. Les partisans grecs et yougoslaves, et dans une moindre mesure les maquisards français et italiens passent à l'offensive. Des soulèvements urbains se produisent, comme à Varsovie ou Paris. Les résistances nationales n'auraient pu libérer à elles seules leur pays de l'occupation. Elles n'en ont pas moins accéléré ce processus de libération en apportant une aide considérable aux Alliés et en immobilisant par leurs actions des forces allemandes importantes.

Mais les conditions dans lesquelles s'opère cette libération sont également lourdes de conséquences. En Europe de l'Ouest, les résistants étaient parvenus à s'unifier, évitant les affres d'une guerre civile. La situation géostratégique et la libération par les Américains expliquent également que Moscou n'ait pas encouragé le Parti communiste français à rompre l'unité construite dans le combat contre l'occupant. En Europe de l'Est en revanche, « libérée » par l'Armée Rouge, les organisations nationalistes sont systématiquement éliminées afin de préparer la prise du pouvoir par les communistes. Lors du soulèvement de Varsovie en août 1944, Staline laisse les Allemands écraser l'insurrection, décapitant la résistance polonaise non communiste. Les membres du Parlement clandestin sont arrêtés et jugés à Moscou. Dans les Balkans, nationalistes et communistes, en désaccord total sur le type de régime à instaurer à la Libération, n'ont jamais pu s'unir dans la lutte contre l'occupant. Sitôt les Allemands partis, la Grèce et la Yougoslavie basculent dans une situation de guerre civile.

Ces contextes expliquent un héritage différent des résistances européennes après la guerre. Alors que dans les pays de l'Est, les communistes s'emparaient du pouvoir avec l'aide de Moscou, l'unité des résistants à l'ouest permettait de rétablir les institutions démocratiques et de développer un consensus autour de réformes favorisant l'instauration d'un État Providence pour offrir aux populations de nouvelles perspectives après des années d'oppression. Le fait d'avoir participé à une lutte commune à l'échelle du continent, même si cela ne s'était pas traduit par la mise en place d'institutions transnationales dans la clandestinité, renforça également chez de nombreux résistants des sentiments pro-européens à partir de 1945. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Olivier Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale*, éditions Perrin, 2017.

Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler : 1939-1945, La Résistance civile en Europe*, éditions Payot et Rivages, 1989.

RÉMI PRAUD

Rémi Praud est directeur de la Fondation « Liberation Route Europe » qui propose un itinéraire à travers l'Europe, sur les pas des soldats alliés. En cette année du 75^e anniversaire de la Libération, les partenaires européens se préparent pour accueillir des visiteurs en nombre.



←
Rémi Praud.
© DR

Comment est née la Fondation « Liberation Route Europe » ?

En premier lieu, la Fondation « Liberation Route Europe » est un organisme néerlandais. Elle a été créée en 2011, après trois années d'échanges et de contributions avec les musées et les autorités locales de la partie est du pays, autour de Nimègue et Arnhem.

L'idée de départ était d'un côté l'implantation d'audiospots (des bornes interactives permettant aux visiteurs de découvrir les événements qui se sont déroulés lors de la libération de 1944-1945) et de l'autre la mise en place d'une stratégie commune d'un point de vue du tourisme de mémoire. Cette idée a rapidement porté ses fruits et d'autres régions néerlandaises y ont adhéré. Aujourd'hui, la Fondation est présente dans neuf pays européens (dont la France) et à l'échelle internationale, notamment en Amérique du Nord.

Peut-on parler aujourd'hui d'un tourisme de mémoire européen ?

Nous pensons que oui. Au sein de notre réseau, nous avons constaté un intérêt croissant pour cette thématique, en corrélation avec une fréquentation des sites en hausse constante. C'est évidemment le cas pour une région comme la Normandie, mais cela se confirme également dans des régions où cette thématique est moins ancrée touristiquement. Ces régions ont réalisé que l'héritage de la guerre revêt d'abord une

responsabilité morale mais qu'il peut être aussi un atout unique pour le tourisme. Aujourd'hui, de nombreux tour-opérateurs et guides ne se limitent pas à la visite d'un seul pays mais proposent des expériences véritablement transnationales, dans les pas des troupes alliées occidentales traversant l'Europe. Cela ouvre des horizons aux visiteurs et leur permet de se confronter à la manière dont la guerre est abordée dans des pays très différents, avec une histoire et des mémoires nationales souvent peu comparables. C'est un enrichissement considérable.

Comment s'opère la mise en réseau de lieux de mémoire si différents ?

Par une approche à la fois ouverte et inclusive. Le réseau « Liberation Route Europe » démontre comment la Seconde Guerre mondiale est intégrée dans l'histoire particulière d'un pays, et cherche à apporter une réponse internationale en analysant cet héritage complexe selon différentes perspectives.

Chaque pays a sa propre manière d'aborder ce sujet sensible et il ne s'agit pas de les mettre en concurrence ni de les opposer, mais plutôt de les mettre en valeur les uns par rapport aux autres.

Nous souhaitons également faire le lien entre le passé et le présent, en soulignant l'importance de la réconciliation entre les pays mais aussi

la fragilité de la paix. On se rend bien compte que les pays européens ont une histoire partagée. En définitive, les lieux de mémoire en Europe ne sont pas si différents. Ils ont tous pour objectif de transmettre l'histoire et la mémoire, même si la forme peut différer.

Quel est l'enjeu spécifique de ce 75^e anniversaire du débarquement de Normandie ?

Pour la Normandie, comme pour d'autres régions européennes, l'enjeu est d'anticiper et de gérer la fin progressive de la présence des anciens combattants et des témoins directs. C'est une donnée importante à prendre en compte pour tous ceux qui travaillent sur ce sujet, notamment en réfléchissant à la question de la transmission, au passage de la mémoire vivante à l'histoire, en impliquant fortement la jeunesse.

Il convient à ce sujet de renouveler le discours. Il ne s'agit plus seulement de commémorer des événements mais de les inscrire dans le présent et le futur. Que cela nous enseigne-t-il d'un point de vue de la paix ou de la liberté ? Le Forum Normandie pour la Paix est un très bon exemple de cette évolution.



La rédaction

 **POUR EN SAVOIR PLUS**
<https://liberationroute.fr/>





→
Salle d'exposition
du musée de la Résistance
néerlandaise Junior.

© photo Merijn Soerters/ Dutch
Resistance Museum Junior



Liesbeth VAN DER HORST

Directrice Verzetsmuseum

Créé en 1984 par d'anciens résistants, le musée de la Résistance néerlandaise ouvre ses portes l'année suivante puis s'installe en 1999 dans la partie est du centre-ville d'Amsterdam. À partir de cette date, la fréquentation du musée progresse régulièrement avec 106 000 visiteurs en 2018, dont 23 000 écoliers et plus de 60 000 visiteurs étrangers. Le musée propose des visites gratuites avec audio-guides, en sept langues, dont le français. La plupart des touristes qui le visitent soulignent la qualité muséographique du site, qui incite à la réflexion.

Pour comprendre la résistance néerlandaise, il convient de rappeler que les Pays-Bas étaient neutres pendant la Première Guerre mondiale. Parmi la population, aucune personne n'avait connu la guerre ni même les générations précédentes, parents ou grands-parents. Lorsque les Allemands envahissent le pays en 1940, la population est sous le choc. Après cinq jours de combats, l'armée néerlandaise est écrasée, la reine et le gouvernement partent en exil en Angleterre. Dès lors, les nazis vont établir un régime d'occupation sévère. Dans un premier temps, l'occupant se comporte correctement envers la population afin de rallier le mouvement national-socialiste (NSB) aux Pays-Bas dans le cadre de la « Fraternité allemande ». C'est dans ce contexte que naît la Résistance qui va prendre progressivement de l'ampleur.

L'exposition permanente du musée retrace ainsi l'évolution de la Résistance pendant toutes ces années, en mettant l'accent sur les dilemmes auxquels la population est confrontée. « Faut-il s'adapter ou coopérer ? Ou au contraire, lutter, boycotter ? Dénoncer ? Apporter son aide ? », lorsque l'emprise sur la société devient trop forte. Tous ces questionnements sont intégrés dans une scénographie où alternent portraits et itinéraires personnels selon les options choisies. En 2005, une autre exposition, consacrée aux expériences vécues par la population dans les anciennes colonies néerlandaises, notamment dans les Indes orientales néerlandaises (aujourd'hui l'Indonésie) occupées alors

LA RÉSISTANCE AUX PAYS-BAS

Le musée de la Résistance (Verzetsmuseum) à Amsterdam est une fenêtre ouverte sur l'histoire de l'occupation allemande et du régime nazi aux Pays-Bas. Depuis 2013, la Résistance néerlandaise est expliquée aux plus jeunes grâce à l'ouverture d'un musée Junior dédié aux enfants à partir de 9 ans.

par le Japon, vient enrichir le parcours muséographique, avec des portraits de combattants de la Résistance.

En octobre 2013, l'extension du musée permet la présentation d'une nouvelle exposition permanente, dédiée aux enfants à partir de neuf ans : le musée de la Résistance néerlandaise Junior, qui a reçu de nombreux prix. Il retrace la véritable histoire d'Eva, une fillette juive, de Jan dont les parents étaient résistants, de Nelly dont les parents appartenaient au NSB, et de Henk dont la famille a subi les événements et s'est adaptée aux circonstances de la guerre.

En pénétrant dans un ascenseur désuet, qui s'avère être une machine à remonter le temps, le visiteur est projeté dans les Pays-Bas des années quarante. À la sortie, il arrive sur une place publique, bordée d'une boutique, d'une école et de quatre maisons, dont chacune met l'accent, à travers une courte animation, sur l'un des quatre personnages. Chacun d'eux parle, avec une voix d'enfant, à la première personne, ce qui permet aux jeunes de mieux s'identifier à eux. Le jeune public est ensuite invité à pénétrer dans les maisons où il découvre d'autres éléments de l'histoire à partir d'archives audio ou en manipulant divers objets – tiroirs, œilletons – intégrés dans un dispositif interactif. Des jeux sont proposés à chaque scénario. À la fin du parcours, Eva, Jan, Nelly et Henk sont des personnes âgées, telles qu'elles sont aujourd'hui. Sur un écran interactif, elles racontent de quelle manière la guerre joue encore un rôle important dans leur vie et expliquent ce que les enfants d'aujourd'hui peuvent apprendre de leur expérience de la guerre.



POUR EN SAVOIR PLUS

www.verzetsmuseum.org

Ouvert tous les jours de la semaine jusqu'à 17 h.



La rédaction

COMPRENDRE L'ESPRIT DE RÉSISTANCE

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE SCOLAIRE, DES ÉLÈVES DE PREMIÈRE DU LYCÉE FRANÇOIS MAURIAC D'ANDRÉZIEUX BOUTHÉON DANS LA LOIRE S'ATTACHENT À COMPRENDRE « L'ESPRIT DE RÉSISTANCE » QUI A ANIMÉ LEURS AÎNÉS IL Y A 75 ANS. ENTRE HISTOIRE, MÉMOIRE ET PATRIMOINE, LES LYCÉENS SE SONT CONFRONTÉS AU SOUVENIR DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

À partir du parcours d'un homme, Henri Romans Petit, organisateur de réseaux à Saint-Etienne puis du maquis de l'Ain et de la cérémonie du 11 novembre 1943 à Oyonnax (interdite par le gouvernement de Vichy), les « apprentis citoyens » que sont les lycéens ont interrogé les raisons de l'engagement dans la Résistance et mesuré ce qui les relie aujourd'hui à la communauté nationale et à ses valeurs.

Cette action pédagogique, qui a bénéficié, comme plus de 700 autres, du soutien de la direction des patrimoines, de la mémoire et des archives du ministère des armées, réunit deux classes au total sous la houlette de Philippe Ollagnier, enseignant d'histoire. Elle comporte plusieurs étapes mêlant analyse de sources, découverte du patrimoine, pratiques commémoratives et réflexion sur des valeurs essentielles (engagement, résistance, citoyenneté). Autant d'approches qui constituent le travail de mémoire. Dès le début de l'année scolaire, les élèves de première ont ainsi exploré des documents historiques, tels que des images du défilé d'Oyonnax de 1943, des écrits d'historiens ou encore des témoignages d'anciens résistants. Entre archives écrites, orales et filmées, ces jeunes se sont ainsi confrontés aux sources de l'histoire dans leur authenticité et leur complexité. Ils étaient ensuite invités à rédiger, à l'aide de documents fournis ou issus de leurs propres recherches, un texte d'une trentaine de lignes accompagné d'illustrations.

Ils ont complété leur enseignement par des visites de lieux de mémoire. Ils se sont ainsi rendus au Centre historique de la Résistance et de la Déportation à Lyon, au mémorial Jean Moulin de Caluire où le héros de la Résistance



fut arrêté en juin 1943, au mémorial de la prison de Montluc, haut lieu de la mémoire nationale, au village martyr de Cerdon, au monument du Val d'Enfer ou encore au Tata sénégalais, nécropole nationale de Chasselay où sont inhumés près de 200 tirailleurs africains. Selon Séverine Kropivnik et Adrien Allier, médiateurs culturels à Montluc, « une visite de la prison de Montluc offre aux élèves la possibilité de toucher l'histoire et d'approcher au plus près la réalité de l'internement ». Cette remarque est valable pour les autres sites. Pour Sarah, élève de 1^{re} ES « ces visites sont indispensables et devraient être proposées à tous les élèves pour faire comprendre les réalités de l'occupation et ne pas oublier que des Français n'ont pas accepté la fin des valeurs républicaines ». Soucieux de dépasser une approche nationale, les élèves ont également été conduits dans le cimetière allemand de Dagneux afin de resituer l'histoire et la mémoire de

la Seconde Guerre mondiale dans l'espace européen. C'est aussi ce qui a poussé cet établissement à participer au Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème cette année est « répressions et déportations en France et en Europe, 1939-1945 ».

Enfin, les lycéens ont accompli à plusieurs reprises des gestes commémoratifs plein de sens : dépôt d'un bouquet de fleurs pour honorer la mémoire de résistants ; participation à la cérémonie du 11 Novembre ; quête pour le Bleuet de France. Ils ont ainsi inscrit leur apprentissage de l'histoire dans le temps de la mémoire. ■



Prison de Montluc.

© Lycée François Mauriac

**POUR EN SAVOIR PLUS**[www.cheminsdememoire.gouv.fr/
de/la-resistance-en-rhone-alpes](http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/de/la-resistance-en-rhone-alpes)

EXPOSITIONS



ANNE FRANK, UNE HISTOIRE D'AUJOURD'HUI

Informar, alerter, raconter, comprendre et questionner, la prévention contre le racisme et toutes formes de discriminations commence dès le plus jeune âge. Conçue dans cette intention pédagogique pour le jeune public, l'exposition itinérante « Anne Frank, une histoire d'aujourd'hui », organisée par la Maison Anne Frank d'Amsterdam, a déjà été présentée dans une cinquantaine de pays à travers le monde. Aujourd'hui, elle fait escale au musée de la Résistance à Limoges. À partir de 32 panneaux et par le biais de photos, films et témoignages, les adolescents découvrent les conditions de vie de la jeune fille et de sa famille jusqu'au drame de la déportation, à travers le contexte politique, social et économique qui aura été le leur, mais aussi celui de millions de personnes durant la Seconde Guerre mondiale. L'exposition, qui par son titre suppose également un lien avec le monde d'aujourd'hui, est adaptée aux élèves à partir du CM2, aux collégiens et lycéens.

Anne Frank, une histoire d'aujourd'hui, jusqu'au 30 août 2019, musée de la Résistance de Limoges.



COMMUNIQUER POUR RÉSISTER

À l'été 1940, la France est muette. Les médias et toutes voix dissidentes sont réduits au silence. Un nouveau front s'ouvre : celui de la communication comme arme psychologique. Avec ingéniosité et inventivité, la Résistance s'empare dans la clandestinité des outils de communication pour mobiliser et rallier l'opinion publique, pour recruter, collecter les renseignements, transmettre les messages, enfin pour agir et coordonner les actions de résistance. L'exposition révèle au public, à travers une centaine de documents et objets présentés - tracts, papillons, journaux clandestins, radios... - quels sont les enjeux de la communication et comment la Résistance s'est servie de cette arme pour réveiller les consciences démocratiques et construire une société nouvelle à la Libération. En questionnant le rapport à l'information, sa source, son décryptage, cette exposition nous interpelle aussi sur l'usage de la communication au XXI^e siècle.

Communiquer pour résister, jusqu'au 30 septembre 2019, Centre régional « Résistance & Liberté » à Thouars.
www.crrl.fr

OUVRAGES



L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS LA GUERRE

Jamais, dans leur histoire, les Françaises ne se sont autant engagées que pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans cet essai, Michèle Cointet dresse le portrait de cette France au féminin sous l'Occupation, des collaborationnistes aux résistantes et déportées. En suivant les destins des nombreuses volontaires de la France libre, des chefs de la Résistance, Berty Albrecht ou Marie-Madeleine Fourcade, et des petites mains, l'auteur restitue les formes multiples de leur engagement, nourri par des convictions politiques, mais plus souvent encore du fait d'une éducation patriotique et d'une éthique. Autant de questions renouvelées par le regard d'une historienne avertie des réalités de la société française et qui éclaire l'histoire des femmes jusque dans l'après-guerre.

Les Françaises dans la guerre et l'occupation, Michèle Cointet, Fayard Histoire, 2018, 318 pages., 22 €.



LA TRAQUE DES RÉSISTANTS

Pour expliquer les coups terribles portés à la Résistance, Fabrice Grenard a consulté les dossiers constitués par les services secrets à la fin de la guerre et récemment déclassifiés. Il a rassemblé des informations et des documents inédits sur les agents qui ont travaillé pour l'occupant en infiltrant la Résistance. Ainsi, il raconte la traque des résistants par la police de Vichy, par l'Abwehr, par la Sipo-SD dont fait partie la Gestapo et par l'administration militaire allemande. La plupart de ces affaires n'ont cessé d'alimenter des polémiques et n'ont pas livré tous leurs secrets, comme le drame de Caluire, pour lequel Jean-Pierre Azéma propose ici une mise au point. Cette enquête palpitante enrichit à la fois l'histoire de l'occupation allemande et de la Résistance sur un aspect rarement abordé.

La traque des résistants, Fabrice Grenard, coédition Tallandier/Ministère des armées, 2019, 335 pages., 21,90 €.





SUR LES PAS DE JEAN KOPITOVITCH

« Ici est tombé sous les balles allemandes Jean Kopitovitch, patriote yougoslave, le 11 mars 1943 » mentionne une plaque commémorative près de la Sorbonne. Quelle histoire se cache derrière ces quelques mots ? Il n'en faut pas plus à François-Guillaume Lorrain pour se lancer dans une recherche effrénée autour de ce parfait inconnu : héros ou simple victime ? Des salles d'archives aux régions reculées des Balkans, l'auteur part sur les traces des exilés serbes arrivés en France en 1916. Reconstituant obstinément les faits et gestes de cette « vie ordinaire » foudroyée par le siècle, il imagine les diverses trajectoires d'un homme dont le destin en vient à recouvrir les zones d'ombre de sa propre mémoire.

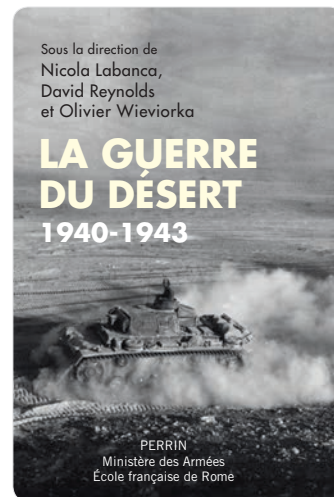
Vous êtes de la famille ? À la recherche de Jean Kopitovitch (récit), François-Guillaume Lorrain, édition Flammariion, 2019, 320 pages., 19 €.



MON ONCLE DE L'OMBRE

Le 12 juillet 1944, dans une ferme du Morbihan, André Gondet, 23 ans, s'écroule sous les balles parmi ses camarades résistants. Soixante-dix ans plus tard, André n'est plus qu'un nom sur un monument aux morts. L'une de ses petites nièces, Stéphanie Trouillard, journaliste qui s'intéresse à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, décide de sortir ce grand-oncle de l'oubli et part à la recherche de sa mémoire familiale. Un long et véritable travail d'enquête débute alors, à l'issue duquel un portrait se dessine. À travers le destin d'André, c'est l'histoire de l'occupation en Bretagne qui ressurgit, en particulier celle de la Résistance autour du maquis de Saint-Marcel et la répression féroce qui endeuilla le Morbihan au début de l'été 1944.

Mon oncle de l'ombre, enquête sur un maquisard breton, Stéphanie Trouillard, Skol Vreizh, 2018, 280 pages., 16 €.



LA GUERRE DU DÉSERT

Du printemps 1940 à l'été 1943, la guerre menée dans le désert de la Libye à l'Égypte, du Maroc à la Tunisie, a longtemps été réduite à l'affrontement entre Rommel et Montgomery, à la geste française de Bir Hakeim et au débarquement de novembre 1942, comme si la victoire des Alliés s'était jouée ailleurs. Dans cet ouvrage, d'éminents historiens se penchent sur ce théâtre d'opérations pour étudier sa spécificité, tout en lui redonnant la place qui lui revient dans l'historiographie et dans la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Envisageant la guerre du désert dans sa pluralité, ils abordent des terres jusqu'alors inconnues et brisent quelques légendes.

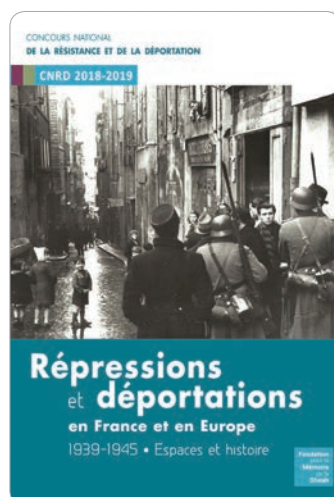
La guerre du désert 1940-1943, sous la direction de Nicola Labanca, David Reynolds et Olivier Wieviorka, coédition Perrin/ministère des armées, 2019, 352 pages., 23 €.



LA RÉSISTANCE À L'ÉPREUVE DU GENRE

Longtemps, la résistance comme la guerre n'a pas été étudiée sous l'angle du genre et n'a donc pas accordé aux femmes une place particulière, au-delà de cas qu'on croyait exceptionnels. L'ouvrage prouve qu'elles furent nombreuses et importantes dans les résistances européennes. Les auteurs montrent qu'il y a eu un engagement féminin spécifique, souvent moins bien reconnu et valorisé. Le travail collectif éclaire aussi des résistances parfois moins connues : grecques et espagnoles. Le cas espagnol permet aussi de voir une autre chronologie des mouvements résistants en amont et en aval de la Seconde Guerre mondiale.

La Résistance à l'épreuve du genre. Hommes et femmes dans la Résistance antifasciste en Europe du Sud (1936-1949), Laurent Douzou et Mercedes Yusta, PUR, 2018, 248 pages., 25 €.



LE CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

Pour son édition 2018-2019, avec la thématique « Répressions et déportations en France et en Europe, 1939-1945. Espaces et histoire », le Concours national de la Résistance et de la déportation (CNRD) s'ouvre à l'Europe dans une approche transnationale. Cette ouverture spatiale est un choix novateur qui offre de larges possibilités d'étude pour les jeunes participants du concours, qui contribuent ainsi à l'écriture d'une histoire et d'une mémoire européenne, en réfléchissant à l'échelle d'un continent, comme un territoire meurtri par la guerre, et plus encore par les répressions et les déportations, sans omettre les différences régionales et les histoires plurielles. Ce peut être également l'occasion de mettre en perspective à partir de l'histoire partagée des répressions et des déportations les fondements et les valeurs sur lesquels s'est construite l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Cette dimension européenne est importante pour la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) qui soutient, chaque année, des centaines de projets pédagogiques élaborés à partir de visites de sites à l'étranger, autour notamment de la mémoire de la Déportation. Cette année encore, près de 10% des projets subventionnés par la DPMA s'inscrivent dans la préparation du CNRD.

www.reseau-canope.fr/cnrd/

PI
ET

GA
LA

SS
GUE
RRE

 Musée
de l'Armée
Invalides

exposition
05 avril >
28 juillet 2019

organisée par le musée de
l'Armée et le Musée national
Picasso-Paris

 PICASSO
Musée national Picasso-Paris